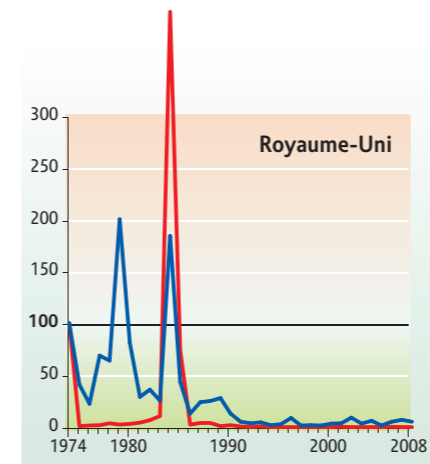
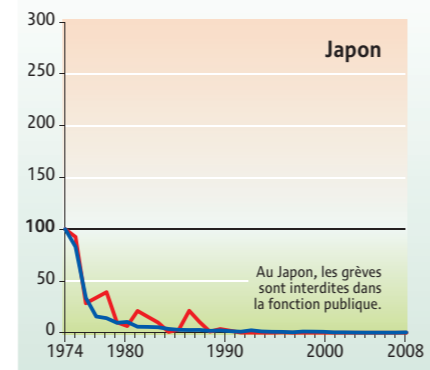
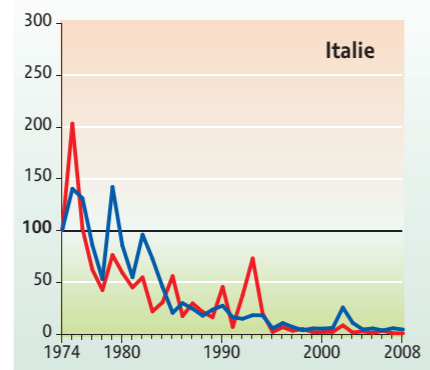
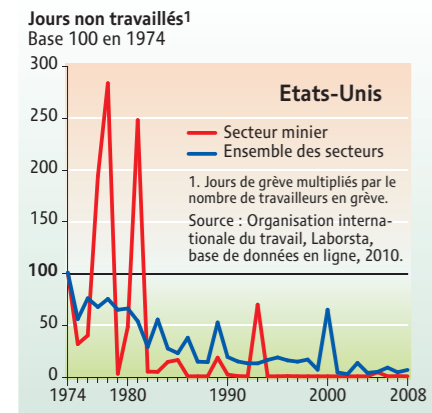


► Fin des grèves de travailleurs ?



Et Margaret Thatcher brisa

En Europe comme aux États-Unis, les années 1980 marquent le recul des conquêtes sociales arrachées au cours des décennies précédentes par le mouvement ouvrier. Dans le transport aérien, la sidérurgie, l'automobile, les chantiers navals éclatent des conflits durs dont l'issue symbolise l'évolution du rapport de forces entre travail et capital.

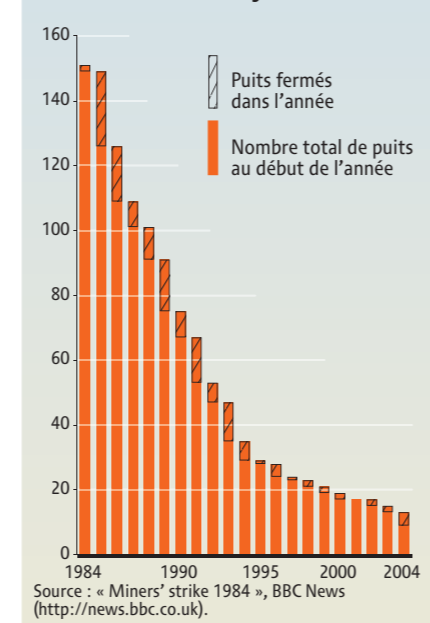
La grève des mineurs de 1984-1985 constitue le conflit social le plus important de l'histoire du Royaume-Uni depuis la seconde guerre mondiale. Sur le moment, elle fut perçue davantage comme une guerre civile que comme un affrontement entre employés et employeur. Par son envergure, sa durée et son impact, cet épisode demeure à ce jour sans équivalent dans le monde.

Bien qu'elle présente des points communs avec le mouvement des contrôleurs aériens aux États-Unis, durement réprimé en 1981 par Ronald Reagan dans le cadre de son offensive antisyndicale, c'est la grève des mineurs qui symbolise aujourd'hui encore la défaite du monde du travail face à l'émergence du système néolibéral. Durant une année entière, la fermeture des mines de charbon oppose l'organisation ouvrière la plus puissante du pays à un gouvernement conservateur décidé à casser les syndicats pour imposer un nouvel ordre social et économique.

Le conflit dégénère rapidement. Alors que la production d'électricité repose toujours à 80% sur l'exploitation du charbon, le premier ministre, Margaret Thatcher, désigne les mineurs en grève comme les « ennemis de l'intérieur » et mobilise contre eux toute la panoplie répressive de l'Etat. Une

police équipée de moyens militaires prend d'assaut les piquets de grève et métamorphose les houillères en territoires occupés. On recensera 20 000 blessés et 11 000 personnes arrêtées, dont plus de 200 incarcérées. Sur les piquets de grève, 6 mineurs mourront, et, au cours d'extractions de charbon opérées clandestinement durant l'hiver, 3 adolescents seront tués.

► Fermeture progressive des puits de charbon du Royaume-Uni

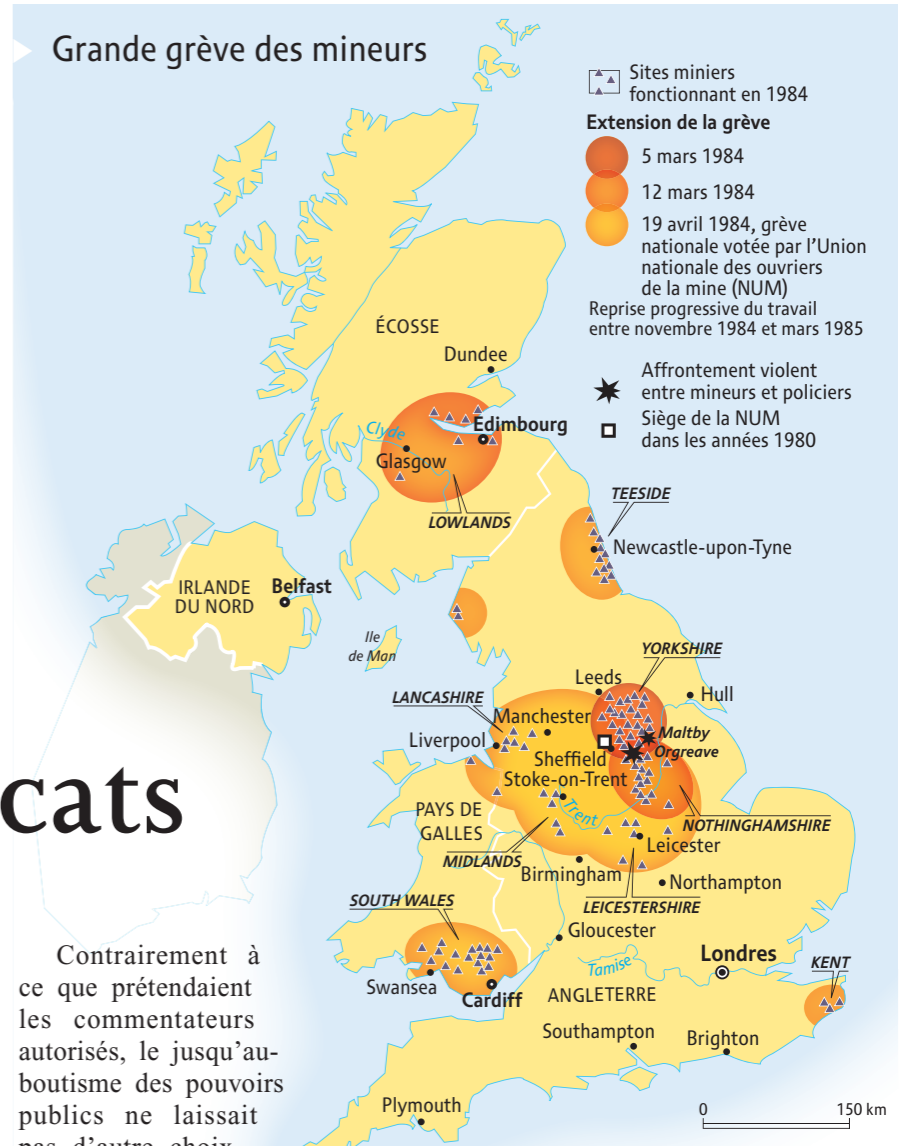


les syndicats

Parallèlement, la justice déclare la grève hors la loi et prononce la dissolution de l'Union nationale des ouvriers de la mine (NUM), placée sous la tutelle d'un administrateur judiciaire. Les services de police harcèlent les syndicalistes et s'emploient à discréditer leur dirigeant, Arthur Scargill. Les grands médias s'accordent en général à présenter la grève comme une insurrection antidémocratique menée par un démagogue.

Les grévistes reçoivent le soutien de millions de sympathisants. Non seulement leur lutte modifiera la vision du monde de plusieurs centaines de milliers de personnes, mais elle déclenchera de nombreuses actions de solidarité à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

L'intensité de la confrontation témoigne de la situation de crise que traverse alors le Royaume-Uni, marqué par un relatif déclin économique et un fort mécontentement social. La direction du parti tory réclamait vengeance pour les grèves des mineurs de 1972 et de 1974, lesquelles avaient entraîné la chute du gouvernement conservateur d'Edward Heath. Selon l'expression du chancelier de l'Echiquier de Margaret Thatcher, Nigel Lawson, éradiquer le NUM était une priorité aussi impérieuse que « se réarmer contre la menace de Hitler dans les années 1930 ».



Contrairement à ce que prétendaient les commentateurs autorisés, le jusqu'au-boutisme des pouvoirs publics ne laissait pas d'autre choix aux mineurs que la radicalisation. Aucune issue acceptable ne s'offrait à eux, ainsi que le démontre le sort infligé aux sites ayant cessé la grève. Et l'idée selon laquelle les grévistes n'avaient pas la moindre chance de l'emporter ne résiste pas davantage à l'épreuve des faits : comme Margaret Thatcher l'a admis plus tard, si l'en est fallu de peu que le gouvernement « perde sur toute la ligne ». En réalité, si la Dame de fer a fini par l'emporter, c'est parce que certains protagonistes du camp adverse – une minorité de mineurs, d'autres syndicats

et, surtout, la direction du Parti travailliste – ont abandonné le NUM en rase campagne. Ils auraient pourtant eu tout intérêt à mesurer l'enjeu de la lutte et à comprendre que les règles du jeu économique étaient en train de changer.

Les grévistes ont repris le travail sans avoir rien obtenu, mais c'est la privatisation du secteur énergétique qui a sonné le glas de leur mouvement. Le coût exorbitant du conflit – plus de 30 milliards de livres au cours actuel – restera sans commune mesure avec ce qu'aurait coûté une politique énergétique plus rationnelle, par exemple le développement de la technologie du charbon propre.

L'issue de la grève n'a pas seulement dévasté la profession des mineurs et les conditions de vie de leurs familles, elle a aussi accéléré l'affaiblissement du monde syndical dans son ensemble, aggravant l'atomisation sociale et les inégalités – et précipitant la naissance d'un « New Labour » plus attentif que les « vieux » travaillistes aux intérêts des multinationales.

■ Bibliographie

- Seumas Milne, *The Enemy Within: The Secret War Against the Miners*, Verso, Londres, 2004
- Andrew J. Richard, *Miners on Strike: Class Solidarity and Division in Britain*, Berg Publishers, Oxford, 1997.
- Andrew Adonis et Stephen Pollard, *A Class Act. The Myth of Britain's Classless Society*, Penguin Books, Londres, 1997.